Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°143
6 juin 2022
p.a.f. 0,80 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Le capitalisme s'enfonce dans la crise : il faut se préparer à se défendre !



Pour de nombreux ménages, les loyers vont augmenter ce mois-ci de 8,3%. Les prix du carburant atteignent un nouveau record et dépassent désormais largement les 2 €. Remplir sa cuve de mazout devient une dépense impossible, la facture mensuelle pour le gaz et l'électricité a souvent doublé.

Les centaines de milliers de ménages pauvres s'enfoncent dans la misère, mais ceux qui ont un salaire régulier, sentent le nœud coulant de l'inflation se serrer un peu plus tous les jours.

Cette augmentation des prix n'a rien de naturelle. Elle est la conséquence de décisions prises dans les conseils d'administration des grandes entreprises – pétrole, agro-alimentaire, automobile, transport maritime – pour augmenter les profits et dividendes des actionnaires au détriment de la population. La classe capitaliste prélève ainsi une plus grande part des richesses créées par les travailleurs, au détriment des salaires, pensions et allocations.

Les gouvernements ont accordé des chèques énergie, largement insuffisants pour couvrir les frais. Et ces mesurettes que nous payons nous-mêmes par nos impôts, n'empêchent rien : les Total, Engie ou Nestlé continuent de s'enrichir en pillant les caisses de l'Etat et des CPAS en plus des budgets des ménages !

Quant à l'index, il ne reflète pas du tout la vraie augmentation des prix. Depuis les années 90, les prix des carburants en sont exclus ! Quant aux loyers, ils pèsent 7,3 % du « panier de la ménagère », alors qu'ils représentent bien souvent la moitié du budget d'une famille, voire plus ! Et quand l'indexation déjà insuffisante est finalement appliquée, elle arrive bien après les augmentations de prix et ne rattrape pas ce qui a été perdu.

Or, même ces petites mesures bien insuffisantes pour protéger le niveau de vie des travailleurs, au moins dans les pays riches, sont menacées. Ainsi, la FEB, le syndicat des patrons réclame ouvertement la suppression de l'indexation des salaires.

Le patronat évoque « la compétitivité des entreprises belges face à leurs concurrents ». Ce qu'ils appellent la compétitivité, c'est la guerre pour le profit entre les capitalistes. Une guerre qu'ils mènent avec les muscles et les nerfs des travailleurs qu'ils exploitent. Avant de la mener avec leur peau comme en Ukraine ! Car la guerre pour le profit entre les différentes bourgeoisies et leurs Etats prend aujourd'hui de plus en plus le chemin de la guerre tout court !

L'Etat, qui a déjà dépensé plus de 80 milliards d'euros, pendant la pandémie, pour soutenir les entreprises, augmente fortement le budget militaire. Les soins de santé, l'enseignement, les soins aux personnes âgées, les pensions… passent après ! Dans la guerre qui oppose les Etats-Unis à la Russie, la Belgique et les États européens se rangent derrière la puissance capitaliste la plus forte, espérant aussi avoir une part du butin.

Tant que les décisions seront dans les mains des capitalistes et de leurs serviteurs dans les gouvernements, ils nous entraîneront de catastrophe en catastrophe.

Nous sommes nombreux à sentir qu'il faudrait s'y mettre tous ensemble ! Et au moins autant à sentir que c'est plus facile à dire qu'à faire. Après tant d'années de recul, retrouver le chemin de la lutte, de l'organisation et de la conscience de classe, passera par bien des étapes. Et pour chaque pas, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs propres forces !

Les syndicats appellent à une manifestation nationale le 20 juin. Il faut y aller le plus nombreux possible. Une faible mobilisation sera prise par le patronat comme une invitation à redoubler ses attaques. Mais ce ne sera pas suffisant, il faut y aller sans illusion.

L'abolition de la loi de 1996 mise en avant par les directions syndicales les empêcherait de négocier de meilleurs salaires ? C'est un leurre ! Les patrons ne veulent pas céder, ou le minimum, loi ou pas.

Un mieux pour les travailleurs, ne peut venir que d'un meilleur rapport de force ! Face au patronat qui démolit notre niveau de vie pour ses profits, il faut au moins réclamer une vraie augmentation des salaires, en prenant sur les profits, ainsi que le contrôle des travailleurs sur l'indexation des salaires, afin qu'elle reflète la réalité !

Pour les travailleurs conscients, la manifestation du 20 juin sera une occasion de se retrouver avec des camarades de travail et des travailleurs d'autres secteurs et d'autres régions, une occasion de discuter, de nouer des liens et de faire quelques pas dans la préparation des luttes qui nous attendent !

Carburants : notre portefeuille, « victime collatérale » des sanctions économiques

Le prix des carburants, diesel ou essence, dépasse régulièrement les 2€ le litre, et pour de plus en plus de travailleurs, faire le plein implique des sacrifices sur des dépenses essentielles.

À chaque annonce d'une augmentation des prix à la pompe, un ministre apparaît sur les plateaux télé pour annoncer « un coup de pouce », comme dernièrement des subsides aux entreprises pour qu'elles augmentent le remboursement des frais kilométriques professionnels à 0,37 centimes le litre. Mais, outre le fait que rien n'oblige les entreprises à appliquer cette mesure, elle ne résout rien pour ceux qui ont déjà du mal à payer les frais de déplacement jusqu'à leur lieu de travail.

Les spéculateurs entretiennent cette flambée des prix en prenant prétexte des pénuries de pétrole à venir suite aux sanctions des gouvernements occidentaux vis-à-vis du pétrole russe.

Augmentation des loyers : les salaires doivent suivre

Cette année encore, à la date de la signature du contrat de bail, les propriétaires de logement vont augmenter les loyers en les indexant sur la hausse des prix. Les propriétaires peuvent ainsi imposer une augmentation de loyer de de 8,3%. Pour un loyer de 600€, cela fait 50€ à payer en plus tous les mois !

Pour faire face à la hausse des loyers et de tous les autres prix, il faut que les salaires augmentent !

Expropriation des profiteurs de crise et de guerre !



Le bénéfice net de l'armateur français CMA CGM a été multiplié par 3,5 au premier trimestre, s'établissant à 7,2 milliards de dollars. À l'image des trusts pétroliers qui spéculent sur la hausse des cours du pétrole, profitant ainsi de la guerre en Ukraine, CMA CGM utilise la crise et sa position de monopole pour faire des superprofits.

La hausse des prix des conteneurs, organisée par les capitalistes du transport maritime, se répercute sur de nombreuses marchandises, rançonnant les populations. Ils devraient être expropriés.

LO France

Le mont-de-piété bat des records de prêts



Une image d'un temps révolu ? Pas du tout !

Le mont-de-piété, un organisme de prêt sur gage, voit la quantité qu'il prête augmenter. C'est une conséquence de la crise. De nombreux travailleurs en sont à mettre en gage bijoux, vélos ou autres objets ayant un peu de valeur pour réussir à payer les dépenses médicales, le loyer ou simplement finir le mois.

La pauvreté gagne du terrain car la société est organisée pour que les capitalistes s'enrichissent en exploitant et en faisant payer la crise aux travailleurs. Cette société est révoltante, il faut la renverser !

Milliardaires encore plus riches

La fortune des milliardaires aurait augmenté davantage en deux ans de pandémie que pendant les 23 dernières années. C'est vrai pour tous, mais particulièrement pour les

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

actionnaires des secteurs de l'énergie, de la pharmacie ou de l'agroalimentaire. Les prix du pétrole, du gaz, de la farine flambent pour permettre à ces profiteurs de crise de s'enrichir encore plus.

Mais il n'y a pas que leurs profits qui grossissent ; la colère aussi. Qu'ils se méfient du retour de bâton !

Débrayage chez Aviapartner

Les bagagistes d'Aviapartner à Zaventem, ont débrayé trois heures vendredi 2 juin, pour protester contre la charge de travail.

Depuis 2015, des grèves éclatent chaque année dans cette entreprise où les travailleurs doivent défendre pied à pied leurs conditions de travail et leurs emplois. Les accidents, parfois provoqués par du matériel défectueux, sont fréquents. La direction ajuste en permanence les effectifs au plus serré. De nombreux travailleurs enchaînent les missions d'intérim malgré le sous-effectif. La charge de travail est lourde : il arrive que des bagagistes doivent assurer le déchargement de deux avions en même temps !

Aviapartner assure pourtant le service pour près de la moitié des vols de l'aéroport. De telles conditions de vie et de travail n'ont qu'une seule cause : la course au profit des compagnies aériennes et des gros actionnaires privés de Brussels Airport.

31 mai : grève nationale des services publics

La grève des services publics du 31 mai a été plutôt bien suivie. De nombreux secteurs ont participé : la SNCB, le TEC, De Lijn, Bpost mais aussi le personnel des administrations fédérales et régionales dans tout le pays.

La participation a été particulièrement importante à la VRT, où un nouveau plan d'austérité est en cours, après les centaines d'emplois déjà supprimés ces dernières années.

Mais c'est dans l'ensemble des entreprises publiques et des administrations que la fonte des effectifs et l'accroissement de la charge de travail s'aggravent.

Les gouvernements et les partis ont fait de la démagogie communautaire une spécialité pour diviser les travailleurs entre flamands et francophones. Pourtant ils appliquent partout la même politique d'austérité, tout en ouvrant les caisses publiques au grand patronat.

La grève du 31 mai nous a montré que les travailleurs en subissent les mêmes conséquences, au Nord comme au Sud du pays, et qu'ils aspirent ensemble à s'opposer à cette dégringolade.

Bouchez à des idées pour des cadeaux aux patrons...



Plus la crise s'aggrave, plus la situation des travailleurs se dégrade, et plus le président du MR Georges-Louis Bouchez a d'idées… de cadeaux aux patrons.

Il y a d'abord celles que les travailleurs connaissent déjà. Par exemple, payer les entreprises qui offrent des « formations » aux chômeurs qu'elles disent promettre d'engager.

Bien des chômeurs qui enchaînent ces fameuses « formations » peuvent témoigner de toutes les fausses promesses d'embauche qu'ils ont entendues…

Car, même quand ces formations ne sont pas juste des séances de travail non payées, et qu'on y a vraiment appris un deuxième, troisième, quatrième métier, après coup beaucoup doivent quand même attendre de redevenir article 60 avant d'être engagés… ailleurs.

L'expérience de ces travailleurs démontre que tant que les entreprises ne sont pas contraintes de faire signer des contrats, tout l'argent qu'on leur donnera ne servira qu'à remplir les caisses du patronat.

Mais Bouchez ne s'arrête pas aux formations, il a d'autres idées de cadeaux pour les patrons, toutes plus méprisantes les unes que les autres. Par exemple, cette prime de 3 600 € pour le patron quand un travailleur en maladie de longue durée revient au travail. Ou encore : faire comme si engager un travailleur c'était acheter une machine et permettre au patron d'amortir 20% du salaire brut sur 5 ans…

Qu'il en invente de nouvelles, ou qu'il ressorte de vieilles recettes, toutes ces idées de Bouchez se résument en une seule : « filer du fric aux patrons ».

… et pour de nouvelles attaques contre les travailleurs

En plus des cadeaux aux patrons, Georges-Louis Bouchez (MR) démontre une fois encore son mépris des travailleurs et propose une nouvelle série d'attaques à leur encontre : comme augmenter la pression sur les chômeurs en prévoyant de nouvelles mesures d'exclusion et de dégressivité du chômage ; intensifier le flicage des travailleurs en arrêt maladie en augmentant le nombre de médecins-conseils ; assurer le maintien du blocage des salaires et "responsabiliser" les syndicats…

Ces mesures ne sont pas isolées les unes des autres. Elles font partie d'une offensive plus générale dans laquelle Bouchez veut lier une réforme du marché travail à la réforme des pensions déjà entamée par le gouvernement.

La crise du système capitaliste s'approfondit. Comme le monde du travail ne s'est pas encore mobilisé massivement, la bourgeoisie dont Bouchez se fait le porte-parole y voit un terrain propice pour multiplier les attaques contre les travailleurs.

Mais leur arrogance et l'aggravation de la crise ne peuvent que finir par déclencher des explosions sociales. C'est dans l'intérêt des travailleurs de s'y préparer !

Pas d'économies sur les allocations familiales : de l'argent il y en a !



Le ministre bruxellois des Finances, Sven Gatz (Open VLD), veut réformer le système des allocations familiales. Il prétend qu'il faut faire des économies car, selon lui, le système aurait un problème de financement.

A Bruxelles, près d'un enfant sur trois vit dans la pauvreté. Au quotidien, en plus de l'habillement et des repas, ce sont les fournitures scolaires et des garderies qu'il faut payer. Il faut peser chaque dépense et cette situation est aggravée par la flambée des prix !

Les allocations familiales sont un complément vital, elles ne doivent pas être diminuées !

Si le ministre prétend qu'il faut faire des économies, c'est parce qu'il préfère plonger les familles dans encore plus de difficulté plutôt que d'aller chercher de l'argent là où il y en a.

En 2021, les plus grandes entreprises ont fait plus de 20 milliards de bénéfices, la moitié a été directement distribuée aux actionnaires. S'il y a des problèmes de financement, c'est là qu'il faut aller chercher l'argent !

Vandenbroucke contre les logopèdes et leurs patients

Les logopèdes (qui traitent les troubles liés aux pathologies de la parole) s'opposent depuis le début de l'année au ministre de la santé Franck Vandenbroucke qui n'a consenti qu'une augmentation des honoraires remboursés de 2% sur les deux prochaines années. Au regard de la hausse des prix et de leur travail essentiel pour de nombreux enfants et adultes, les logopèdes avancent que ces revenus ne leur permettent pas de vivre dignement. A cause de cela, elles sont nombreuses à quitter leur métier, ce qui aggrave la pénurie et rend l'accès aux soins plus difficile encore.

Les économies sur les soins

Nombre de logopèdes ont décidé de se « déconventionner » et d'augmenter leurs honoraires. Ce coût supplémentaire sera supporté par les patients, en plus du moindre remboursement par certaines mutuelles.

Cela s'ajoute aux nombreuses contraintes administratives qui pèsent déjà sur les patients ou leurs parents. Par exemple, pour obtenir un suivi logopédique, il faut souvent dépenser plusieurs centaines d'euros pour obtenir une prescription d'un médecin généraliste, d'un spécialiste, passer un test de l'audition, effectuer un bilan logopédique et passer un test de QI. Cette dernière condition est particulièrement révoltante : les enfants ayant un QI inférieur à 87 ne peuvent pas bénéficier de séances remboursées, en laissant entendre qu'ils ne souffriraient pas d'un problème de langage mais d'intelligence, alors que les tests de QI ne veulent pas dire grand-chose.

Peut-être certains enfants ont besoin d'autres soutiens que de ceux d'un logopède. Mais le souci du gouvernement n'est pas de les leur fournir, mais de faire des économies sur les soins de santé… sur le dos des enfants qui ont des besoins particuliers !

Wallonie : ce n'est pas la dette des travailleurs !



« *L'endettement wallon est stoppé, et même diminué* », s'est vanté le chef du gouvernement wallon, Elio Di Rupo. Comment ? Écoutons son ministre du budget, le libéral Adrien Dolimont : « *Il s'agit tout simplement de rapatrier l'argent immobilisé sur le compte des administrations sans empêcher qu'elles mènent leur politique* ».

Bien sûr, « *mener une politique* » sans argent n'est pas possible et les administrations wallonnes se dirigent vers la paralysie. Le nombre de burn-outs augmente, les départs ne sont pas remplacés, la direction des administrations bouchait les trous en recourant à des contrats précaires, comme les contrats 1er emploi, qui viennent d'être supprimés par le plan d'économie du gouvernement.

Il n'y a que les politiques de subventions aux grosses entreprises qui sont immunisées contre l'austérité, comme les 1,6 milliards pour le plan de relance.

Augmentation des dépenses militaires belges

Le gouvernement belge trouve des milliards à tour de bras quand il s'agit d'augmenter le budget de

l'armée. Poussé dans le dos par l'OTAN, qui demande à ses membres d'augmenter son budget militaire (jusqu'à 2% du PIB), le Premier Ministre Alexander De Croo (Open VLD) vient d'annoncer une augmentation d'un milliard d'euros.

Ce milliard s'ajoute aux 9 milliards déjà accordés à l'armée en 2016 pour la « moderniser ». Par ailleurs, le gouvernement compte faire passer le budget militaire belge de 4,2 milliards d'euros à 6,9 milliards d'euros d'ici 2030.



Les hôpitaux sont en pénurie grave de personnel, le pouvoir d'achat diminue pour tous les travailleurs, la pauvreté explose, des famines menacent des pays entiers, et les gouvernants n'ont qu'une perspective : augmenter le nombre de bombes et de fusils par kilomètre carré sur cette terre. Nous n'avons vraiment pas les mêmes intérêts.

Un monde en guerre : 100 millions de déplacés



La planète compte aujourd'hui plus de 100 millions de personnes déplacées, obligées de fuir loin de chez elles à cause des conflits qui se multiplient et se prolongent.

C'est la première fois qu'un tel chiffre est atteint, dénonce le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR), l'agence de l'ONU qui les prend en charge depuis 1951.

En Ukraine, huit millions de personnes ont dû trouver refuge dans d'autres parties du pays. Elles s'ajoutent aux six millions qui se sont réfugiées à l'étranger. Mais cette guerre n'est que la dernière en date. Ailleurs, d'autres conflits ont ravagé la planète depuis des dizaines d'années, et ont jeté sur les routes leur lot d'hommes et de femmes. Les réfugiés éthiopiens s'entassent dans les camps au Soudan, chassés par l'armée d'Abiy Ahmed, ce Premier ministre qui a reçu le prix Nobel de la paix sous les applaudissements des grandes puissances. Au Burkina, plus d'un million de personnes ont quitté leurs villages sous les coups conjugués des groupes djihadistes, des milices ethniques ou des exactions de l'armée du régime soutenu par l'impérialisme français. Une vaste zone d'insécurité couvre le centre du continent africain, de la Centrafrique à la République démocratique du Congo ou au Nigeria. Les trusts internationaux pillent ce qu'ils peuvent des richesses nationales, laissant aux bandes armées et aux gouvernements prédateurs le soin de terroriser la population. Il faut y ajouter les réfugiés issus des guerres menées par les grandes puissances en Afghanistan ou au Moyen-Orient.

Car, derrière tous ces drames, on retrouve la main de l'impérialisme, son aptitude criminelle à exacerber les oppositions, à diviser pour régner, soutenant des régimes criminels quitte à éliminer toute possibilité pour les peuples de profiter des richesses de leur pays.

Le nombre de déplacés ne cesse donc d'augmenter. Ils s'entassent de plus en plus nombreux dans les camps du HCR, ou s'abritent comme ils peuvent là où ils trouvent refuge. Bien peu finissent par rentrer chez eux, car les conflits qui se poursuivent et l'insécurité permanente le leur interdisent. Quant aux frontières des pays riches où ils pourraient espérer refaire leur vie, elles restent bouclées.

Un bilan qui en dit long sur l'état de ce monde dominé par l'impérialisme.

LO France

Le roi Philippe au Congo... pour quoi faire ?

Suite à l'invitation du président congolais, Félix Tshisekedi, le roi va se rendre pour la première fois en République Démocratique du Congo, du 7 au 13 juin. Durant cette visite officielle, il tentera de redorer l'image de la famille royale, historiquement co-responsable, avec la bourgeoisie belge, de la colonisation et de l'asservissement du peuple congolais.

En 2020, dans le sillage du mouvement « Black Lives Matter », le roi Philippe avait reconnu les « actes de violence et de cruauté » de la période coloniale. Plus d'un siècle après les faits, il ne fallait pas être pressé !

Surtout, ces excuses ne changent absolument rien à la vie des Congolais, dont la violence, la faim et la misère sont encore le quotidien.

Exploités de tous côtés par des entreprises belges, françaises, américaines ou chinoises, la situation des travailleurs ne s'est pas améliorée depuis la fin de la colonisation. Le Congo continue d'être pillé du fait de la soif de profit des capitalistes du monde entier.

Cela changera quand les travailleurs, là-bas et ici, se débarrasseront des exploiteurs : patrons, actionnaires, militaires, et les rois avec.



Une fortune acquise littéralement sur le dos de la population congolaise

Moins de cash, plus de kilomètres

À partir du 30 juin 2022, l'agence Belfius en Outremeuse à Liège, fermera définitivement ses portes et entraînera avec elle le dernier distributeur de billets de la petite île.

Depuis quelques années, les services aux guichets des agences bancaires sont de plus en plus limités et les fermetures d'agences se multiplient.



Les banques prétextent que les retraits d'argent liquide sont moins fréquents et que les clients font de plus en plus d'opérations en ligne. En réalité, les banques cherchent à limiter leurs dépenses, à réduire toujours plus le personnel, alors qu'elles enregistrent des milliards d'euros de bénéfices chaque année.

Pour dissimuler leurs agissements et faire croire qu'elles se soucient de leurs clients, les quatre grandes banques, Belfius, BNP Paribas Fortis, ING et KBC ont créé le réseau Batopin qui vise à ouvrir des distributeurs automatiques neutres dans toutes la Belgique d'ici 2024 pour compenser les fermetures des agences. Il faudra quand même faire en moyenne 10 km aller-retour pour retirer son argent !

Ce sont de nouvelles difficultés qui s'ajoutent au quotidien des travailleuses et des travailleurs qui devront prendre leur voiture pour accéder à leur argent, alors que le prix de l'essence a explosé. C'est indigne pour les personnes handicapées, les personnes âgées et à mobilité réduite.

La digitalisation des services bancaires poussée à l'extrême est une agression de plus pour les personnes qui ne savent ni lire ni écrire et dépendent de leur milieu social pour gérer leurs comptes.

Cette situation est d'autant plus insupportable que les frais bancaires ne cessent d'augmenter !

La Louvière :

Rachat du parc Boël : jackpot pour Duferco

La Ville de la Louvière a annoncé lors du conseil communal du 31 mai avoir racheté le parc et le château Boël à Duferco pour 5,6 millions d'euros. Jacques Gobert, le bourgmestre, se prosterne devant le respect de la propriété privée pour justifier cet achat au prix fort. Il oublie de dire que ces terrains n'ont rien coûté à Duferco. Le groupe les a reçus pour le franc symbolique lors de la reprise des Usines Gustave Boël en 1999.

C'est donc un véritable racket des habitants de La Louvière qu'organise la majorité communale avec la complicité de la Région wallonne. Les travailleurs et les habitants ont déjà payé mille fois pour ce parc et ce château car la fortune des Boël, Hoogovens et Duferco a été bâtie avec leur sang et leur sueur.



Merci pour l'exploitation, le chômage, les accidents et les morts ?

Olivier Destrebecq (MR) a eu le culot de dire lors du conseil communal que les Louviérois pouvaient dire merci à la famille Boël qui a donné de l'emploi à des générations de travailleurs. Mais la réalité c'est que ce sont les travailleurs qui ont enrichi les Boël. Tandis que la région de La Louvière ne s'est jamais relevée de la fermeture des usines sidérurgiques et que les habitants sont confrontés à un taux de chômage élevé, la famille Boël, à la tête d'une fortune de 3 milliards d'euros, coule des jours heureux dans son domaine de 2200 hectares de Court-Saint-Etienne dans le Brabant wallon. Et aujourd'hui, elle tire toujours ses revenus de l'exploitation des travailleurs d'Orpea, Danone, Colruyt et autres, via ses participations dans ces entreprises.

Une dépollution aux frais de la Région wallonne...

Duferco va céder 25 ha de terrains « moins pollués » des anciennes usines Gustave Boël à IDEA pour qu'elle puisse étendre le parc d'activité économique de Garocentre. L'opération n'est pas philanthropique. Une fois cédés, les terrains contaminés seront assainis aux frais de la Région wallonne. Après SAFEA et Garocentre Magna Park, voilà encore un ancien terrain de la famille Boël dépollué grâce à de l'argent public. Et en plus, on devrait leur dire merci ?

Et quand c'est trop pollué ?

Duferco conserve les terrains les plus pollués dont l'assainissement aurait coûté 50 millions d'euros. Elle va y installer un pôle énergétique incluant des panneaux photovoltaïques et des éoliennes, une opération qui lui permet de ne pas dépolluer la majeure partie de ces terrains et en même temps de bénéficier de fonds du plan de relance européen de 300 milliards. L'argent public coule à flot pour les entreprises privées comme Duferco, alors que la population doit se serrer la ceinture.

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !